

## TRADUCTION

F. 93 — 1395

[S-C — 35605]

**16 FEVRIER 1993. — Arrêté de l'Exécutif flamand  
complétant la réglementation des cumuls dans l'enseignement universitaire**

L'Exécutif flamand,

Vu la loi du 24 décembre 1976 relative aux propositions budgétaires 1976-1977, notamment l'article 77, § 5, deuxième alinéa;

Vu le protocole du 21 octobre 1992 portant les conclusions des négociations entre l'Exécutif flamand et les organisations syndicales représentatives dans le cadre du comité de secteur X;

Vu l'avis du conseil d'Etat,

Sur la proposition du Ministre flamand de l'Enseignement et de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1er.** Pour l'application de l'article 77 de la loi du 24 décembre 1976 relative aux propositions budgétaires 1976-1977, un membre du personnel académique d'une université est censé exercer une profession indépendante à titre principal d'indépendant, si l'université constate que, pendant l'année qui précède l'année académique à laquelle le cumul se rapporte, le membre a, du chef d'une activité indépendante, un revenu net imposable fixe, dont le montant est égal ou supérieur au salaire initial de l'échelle 501. Ce montant normatif est adapté à l'indice des prix à la consommation. Il est réduit à concurrence des frais professionnels forfaitaires.

**Art. 2.** Si les revenus professionnels provenant d'activités indépendantes dépassent le montant normatif fixé en vertu de l'article 77, § 5, deuxième alinéa, de la loi du 24 décembre 1976 relative aux propositions budgétaires 1976-1977, les autorités universitaires peuvent constater par décision motivée que ces activités exercées par un membre du personnel scientifique, enseignant ou académique, ne constituent pas une profession à titre principal. Cette constatation se fait, par dérogation à toute autre procédure de constatation de celles-ci par les autorités.

**Art. 3. § 1er.** L'article 1er du présent arrêté produit ses effets à partir du 1er septembre 1992.

§ 2. L'article 2 du présent arrêté produit ses effets à partir du 1er janvier 1979.

**Art. 4.** Le Ministre flamand compétent en matière d'Enseignement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 16 février 1993.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand de l'Enseignement et de la Fonction publique,

L. VAN DEN BOSSCHE.

**COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP**

F. 93 — 1396

[S-C — 29265]

**MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION**

**30 AVRIL 1993. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française modifiant l'arrêté royal du 27 juillet 1979 portant le statut du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, des centres psycho-médico-sociaux spécialisés de l'Etat, des centres de formation de l'Etat ainsi que des services d'inspection chargés de la surveillance des centres psycho-médico-sociaux, des offices d'orientation scolaire et professionnelle et des centres psycho-médico-sociaux spécialisés**

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi du 1er avril 1960 relative aux centres psycho-médico-sociaux, notamment l'article 7, inséré par l'arrêté royal n° 467 du 1er octobre 1986;

Vu l'arrêté royal du 27 juillet 1979 portant le statut du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, des centres de formation de l'Etat ainsi que des services d'inspection chargés de la surveillance des centres psycho-médico-sociaux, des offices d'orientation scolaire et professionnelle et des centres psycho-médico-sociaux spécialisés, modifié par l'arrêté royal du 30 octobre 1981, les arrêtés royaux n° 73 du 20 juillet 1982 et n° 226 du 7 décembre 1983, les arrêtés royaux des 29 août 1985 et 21 octobre 1985 et l'arrêté de l'Exécutif du 7 novembre 1991;

Vu l'accord du Ministre-Président chargé du Budget, donné le 26 février 1993;

Vu le protocole du Comité de secteur IX daté du 17 février 1993;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Éducation,

Arrête :

**CHAPITRE Ier. — Dispositions modificatives**

**Article 1er.** L'intitulé de l'arrêté royal du 27 juillet 1979 portant le statut du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, des centres psycho-médico-sociaux spécialisés de l'Etat, des centres de formation de l'Etat ainsi que des services d'inspection chargés de la surveillance des centres psycho-médico-sociaux, des offices d'orientation scolaire et professionnelle et des centres psycho-médico-sociaux spécialisés, modifié par les

arrêtés royaux du 30 octobre 1981, n° 73 du 20 juillet 1982, n° 226 du 7 décembre 1983, du 29 août 1985 et du 21 octobre 1985, ainsi que par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 7 novembre 1991 est remplacé par l'intitulé suivant :

« Arrêté royal du 27 juillet 1979 portant le statut du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française, des centres psycho-médico-sociaux pour l'enseignement spécial de la Communauté française, du centre de formation de la Communauté française, ainsi que des services d'inspection chargés de la surveillance des centres psycho-médico-sociaux et des centres psycho-médico-sociaux pour l'enseignement spécial ».

**Art. 2.** Dans l'article 1er, § 1er du même arrêté, les mots « et les offices d'orientation scolaire et professionnelle » sont supprimés.

**Art. 3.** Dans l'article 2, 3.a du même arrêté dont le texte actuel constituera le § 1er, le mot « spécialisé » est remplacé par les mots « pour l'enseignement spécial ».

Il est également ajouté un § 2, libellé comme suit :

« § 2. Les membres du personnel technique temporaires, stagiaires ou définitifs, à l'exception de ceux exerçant une fonction de promotion dans le service de l'Inspection de la Communauté, sont affectés par le Ministre à un centre de la Communauté française ».

**Art. 4.** Le § 4, 3, de l'article 20 est remplacé par la disposition suivante :

« 3. Les services effectifs acquis dans une fonction à prestations incomplètes, qui comporte au moins la moitié des prestations requises pour une fonction à prestations complètes, sont pris en considération au même titre que les services acquis dans une fonction à prestations complètes.

Le nombre de jours acquis dans une fonction à prestations incomplètes, qui comporte moins de la moitié des prestations requises pour une fonction à prestations complètes, est réduit de moitié ».

**Art. 5.** L'article 21, alinéa 1er, du même arrêté est remplacé par les alinéas suivants :

« Les membres du personnel technique sont désignés à titre temporaire par le Ministre, et affectés par lui à un centre de la Communauté française.

La désignation dans les fonctions de recrutement prendra fin au plus tard le 31 août, qui suit la date de désignation ».

**Art. 6.** L'article 30, § 1er, 3, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« 3. Pour les fonctions à prestations incomplètes, le nombre de jours est calculé conformément aux dispositions de l'article 20, § 4, 3. ».

**Art. 7.** L'article 67 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 67. Lorsqu'un emploi dans une fonction de sélection devient vacant, il est porté à la connaissance des membres du personnel technique par un appel publié au *Moniteur belge*, qui précise les conditions auxquelles les candidats doivent répondre ».

**Art. 8.** L'article 73, 5, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« 5. Pour les fonctions à prestations incomplètes, le nombre de jours est calculé conformément aux dispositions de l'article 20, § 4, 3. ».

**Art. 9.** Dans l'article 87, les § 1.5 et § 2.5 sont remplacés par la disposition suivante :

« 5. Pour les fonctions à prestations incomplètes, le nombre de jours est calculé conformément aux dispositions de l'article 20, § 4, 3. ».

**Art. 10.** Dans l'intitulé de la section 2 du chapitre VIII et dans l'article 85 du même arrêté, le mot « spécialisé » est remplacé par les mots « pour l'enseignement spécial ».

**Art. 11.** L'intitulé du chapitre IX du même arrêté est remplacé comme suit :

« Des modalités réglant la réaffectation et le rappel provisoire à l'activité de service des membres du personnel technique des centres de la Communauté française, mis en disponibilité par défaut d'emploi et les mutations des membres du personnel technique nommés à titre définitif ».

**Art. 12.** Dans le chapitre IX du même arrêté, les sections première, 2 et 3 deviennent respectivement les sections 2, 3 et 4.

**Art. 13.** Dans le chapitre IX du même arrêté, sont insérés une section première ainsi qu'un article 95bis rédigés comme suit :

#### « Section Ire. Définitions

**Art. 95bis.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° réaffectation : attribution à un membre du personnel technique mis en disponibilité par défaut d'emploi d'un emploi vacant, de la fonction dans laquelle il est nommé;

2° rappel provisoire à l'activité de service : attribution temporaire à un membre du personnel technique mis en disponibilité par défaut d'emploi, d'un emploi de la fonction dans laquelle il est nommé ».

**Art. 14.** Dans l'article 96 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° aux alinéas 2, 3 et 4, les mots « rappel à l'activité » sont remplacés par le mot « réaffectation »;

2° à l'alinéa 4, les mots « qui désirent respectivement être rappelés à l'activité » sont remplacés par les mots « qui désirent être réaffectés ».

**Art. 15.** L'article 101 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 101. Pour chacun des emplois à conférer, les membres du personnel technique qui ont régulièrement introduit une demande de réaffectation ou une demande de mutation et qui remplissent les conditions requises, sont classés d'après l'ancienneté de service dans les centres de la Communauté française, acquise à la date du 1er septembre de l'année de l'exercice en cours.

En cas d'égalité d'ancienneté de service, la priorité est accordée au membre du personnel technique qui compte la plus grande ancienneté de fonction dans les centres de la Communauté française, à la date précitée.

En cas d'égalité d'ancienneté de fonction, la priorité est accordée au membre du personnel le plus âgé.

**Art. 16.** § 1er. L'article 102, § 1, 3., du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« 3. Sont également admissibles :

a) les absences en tant que membre temporaire du personnel technique obtenues conformément à l'article 170 du présent arrêté, si elles sont englobées dans les périodes d'activité ininterrompue;

b) les périodes pendant lesquelles le membre du personnel a été mis en disponibilité par défaut d'emploi ou en disponibilité pour cause de maladie ».

§ 2. L'article 102, § 1, 5., du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« 5. Les services effectifs acquis dans une fonction à prestations incomplètes qui compte au moins la moitié des prestations requises pour une fonction à prestations complètes, sont pris en considération au même titre que les services acquis dans une fonction à prestations complètes. Le nombre de jours acquis dans une fonction à prestations incomplètes, qui comporte moins de la moitié des prestations requises pour une fonction à prestations complètes, est réduit de moitié ».

Art. 17. Aux articles 103, 104, alinéa 2, 108, alinéa 1er, 110, 111, alinéa 2, 115, alinéa 1er, 117 alinéa 1er, et 118 § 2 et § 3, du même arrêté, les mots « rappel à l'activité » sont remplacés par les mots « réaffectation ».

A l'article 118, § 1er, les mots « rappelés à l'activité » sont remplacés par le mot « réaffectés ».

Art. 18. Au Chapitre IX du même arrêté, l'intitulé de la section 4, qui devient dorénavant la section 5, est modifié comme suit :

« Section 5. Des modalités communes réglant pour les fonctions de recrutement, de sélection et de promotion, la réaffectation des membres du personnel technique en disponibilité par défaut d'emploi.

Art. 19. L'article 122 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Pour chacun des emplois à conférer, les membres du personnel technique, qui ont régulièrement introduit une demande de réaffectation et qui remplissent les conditions requises, sont classés d'après l'ancienneté de service, dans les centres de la Communauté française, acquise jusque et y compris la date du 1er septembre de l'année en cours, en ce qui concerne les fonctions de recrutement et d'après l'ancienneté de fonction, en ce qui concerne les fonctions de sélection et de promotion.

Pour les fonctions de recrutement, en cas d'égalité d'ancienneté de service, la priorité est accordée au membre du personnel technique qui compte la plus grande ancienneté de fonction.

Pour les fonctions de sélection et de promotion, en cas d'égalité d'ancienneté de fonction, la priorité est accordée au membre du personnel technique qui compte la plus grande ancienneté de service.

En cas d'égalité de service et de fonction, la priorité est accordée au membre du personnel le plus âgé ».

Art. 20. Dans l'article 123 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1<sup>o</sup> à l'alinéa 1er, les mots « par rappel d'activité » sont remplacés par les mots « par réaffectation ».

2<sup>o</sup> aux alinéas 2 et 3, les mots « le rappel d'activité » sont remplacés par les mots « la réaffectation ».

Art. 21. L'article 125 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 125, § 1er. Les membres du personnel technique mis en disponibilité qui, après l'application de l'article 123 demeurent sans emploi sont, dans la mesure du possible, soit réaffectés, soit rappelés provisoirement à l'activité de service, par le Ministre.

Toutefois, la réaffectation ne pourra être décidée par le Ministre qu'après avis de la Commission de réaffectation.

§ 2. Tout membre du personnel en disponibilité par défaut d'emploi peut, à sa demande, être mis en disponibilité pour convenance personnelle.

§ 3. La durée de la mise en disponibilité par défaut d'emploi, servant de base de calcul du traitement d'attente fixé à l'article 184, est suspendue pendant les périodes de rappel provisoire à l'activité de service.

§ 4. Le membre du personnel technique mis en disponibilité par défaut d'emploi peut, par demande écrite, être dispensé définitivement de réaffectation et de rappel provisoire à l'activité de service s'il a atteint l'âge de 58 ans et peut faire valoir ses droits à la pension dans un délai de deux ans.

Le membre du personnel technique qui a obtenu une dispense est maintenu en disponibilité par défaut d'emploi. Il ne bénéficie d'un traitement d'attente que jusqu'à la fin du mois en cours duquel il atteint l'âge de soixante ans ».

Art. 22. L'article 126 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 126. Une Commission de réaffectation est créée au sein du Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation.

Cette Commission est composée :

1<sup>o</sup> d'un président choisi parmi les fonctionnaires de rang 15 au moins du Ministère;

2<sup>o</sup> de 2 membres choisis parmi les fonctionnaires de niveau I du Ministère, compétents en matière de gestion du personnel des centres P.M.S. de la Communauté;

3<sup>o</sup> d'un membre désigné par chacune des organisations syndicales représentées au sein du Comité de négociation du Secteur IX;

4<sup>o</sup> d'un délégué du Ministre ayant la gestion des membres du personnel des centres P.M.S. de la Communauté dans ses attributions.

Pour chaque membre effectif, il est désigné un suppléant.

La Commission est assistée d'un secrétaire choisi parmi les fonctionnaires de niveau I du Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation. »

Art. 23. L'article 127 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 127. Le Ministre chargé de la gestion du personnel des centres P.M.S. de la Communauté française nomme le président, les membres fonctionnaires et son délégué.

Il nomme également, sur proposition des organisations syndicales, les membres représentant ces organisations.

A l'exception du délégué du Ministre, dont le mandat prend fin par la désignation de son successeur, le mandat des président et membres de la Commission est fixé à quatre ans et est éventuellement renouvelable.

Le secrétaire est désigné par le Ministre sur proposition du président.

La Commission peut se faire assister de techniciens n'ayant pas voix délibérative. Elle fixe son règlement d'ordre intérieur ».

Art. 24. L'article 178 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 178. Le membre du personnel technique en disponibilité qui bénéficie d'un traitement d'attente, est tenu de se présenter chaque année devant l'office médico-social de santé sur convocation.

Si le membre du personnel technique, dûment convoqué, ne se présente pas devant ledit office, le paiement de son traitement d'attente est suspendu depuis cette époque jusqu'au moment où il se présentera.

Art. 25. L'article 183 du même arrêté est modifié comme suit :

1<sup>o</sup> au § 1er, il est inséré entre les mots « l'emploi qu'ils occupent » et « est supprimé » les mots suivants : « dans le centre de la Communauté française où ils sont affectés »;

2<sup>o</sup> à la fin de ce même §, il est inséré la phrase suivante : « la mise en disponibilité par défaut d'emploi produit ses effets au 1er septembre »;

3<sup>o</sup> au § 2, les mots « rappelés en activité de service » sont remplacés par le mot « réaffectés »;

4<sup>o</sup> le § 3 est remplacé par la disposition suivante : « § 3. Ils peuvent être rappelés provisoirement à l'activité de service par le Ministre, dans un emploi vacant ».

**Art. 26.** Dans le chapitre XI, section 4, sous-section 2, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal n<sup>o</sup> 73 du 20 juillet 1982, par les arrêtés royaux des 29 août 1985 et 21 octobre 1985, ainsi que par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 7 novembre 1991, il est inséré un article 183 *bis* et un article 183 *ter* libellés comme suit :

« **Art. 183 *bis*.** Un membre du personnel technique nommé à titre définitif ou stagiaire, titulaire d'une fonction de recrutement, dans un centre de la Communauté française, n'est mis en disponibilité par défaut d'emploi qu'après qu'il a été mis fin aux services des membres du personnel qui exercent la même fonction à titre temporaire dans un emploi vacant dudit centre.

**Art. 183 *ter*.** § 1<sup>er</sup>. Lorsqu'un membre du personnel susvisé doit être mis en disponibilité par défaut d'emploi, la condition fixée à l'article 183 *bis* étant remplie, est d'abord mis en disponibilité le membre du personnel stagiaire qui exerce la fonction concernée audit centre.

Si plusieurs stagiaires exercent cette fonction, est mis en disponibilité par défaut d'emploi le stagiaire qui compte la plus petite ancienneté de service.

En cas d'égalité d'ancienneté de service, est d'abord mis en disponibilité par défaut d'emploi le stagiaire qui compte la plus petite ancienneté de fonction.

En cas d'égalité d'ancienneté de service et de fonction, est d'abord mis en disponibilité par défaut d'emploi le stagiaire le plus jeune.

§ 2. Lorsque, dans les conditions fixées par le § 1<sup>er</sup> et par l'article 183 *bis*, doit être mis en disponibilité par défaut d'emploi un membre du personnel nommé à titre définitif à une fonction de recrutement, est mis en disponibilité le membre du personnel qui compte la plus petite ancienneté de service.

En cas d'égalité d'ancienneté de service, est mis d'abord en disponibilité par défaut d'emploi le membre du personnel technique qui compte la plus petite ancienneté de fonction.

En cas d'égalité d'ancienneté de service et de fonction, est mis d'abord en disponibilité par défaut d'emploi le membre du personnel nommé à titre définitif le plus jeune.

§ 3. Lorsqu'un membre du personnel, nommé à titre définitif à une fonction de sélection ou à une fonction de promotion doit être mis en disponibilité, est mis en disponibilité par défaut d'emploi, le membre du personnel qui compte la plus petite ancienneté de service.

En cas d'égalité d'ancienneté de service, est mis d'abord en disponibilité par défaut d'emploi, le membre du personnel technique qui compte la plus petite ancienneté de fonction.

En cas d'égalité d'ancienneté de service et de fonction, est mis d'abord en disponibilité par défaut d'emploi, le membre du personnel le plus jeune.

§ 4. Les dispositions de l'article 102 sont applicables pour le calcul des anciennetés de service et de fonction visées aux §§ 1<sup>er</sup>, 2 et 3.

Les anciennetés sont fixées au 1<sup>er</sup> septembre de l'année précédant l'année au cours de laquelle a lieu la mise en disponibilité. »

## CHAPITRE II. — Dispositions transitoires et finales

**Art. 27.** § 1<sup>er</sup>. Les membres du personnel technique en disponibilité par défaut d'emploi à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté sont réputés avoir été affectés au centre de la Communauté française où ils étaient titulaires d'un emploi au 31 août qui précède leur mise en disponibilité.

§ 2. Les membres toujours en fonction et titulaires d'un emploi dans le centre de la Communauté française à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté sont réputés être affectés dans ce centre.

**Art. 28.** Par dérogation à l'article 184 de l'arrêté royal du 27 juillet 1979 portant le statut du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, des centres psycho-médico-sociaux spécialisés de l'Etat, des centres de formation de l'Etat ainsi que des services d'inspection chargés de la surveillance des centres psycho-médico-sociaux, des offices d'orientation scolaire et professionnelle et des centres psycho-médico-sociaux spécialisés, les membres du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française, des centres de formation de la Communauté française et des centres psycho-médico-sociaux pour l'enseignement spécial, mis en disponibilité par défaut d'emploi par application des dispositions de l'arrêté royal n<sup>o</sup> 467 du 1<sup>er</sup> octobre 1986, bénéficient jusqu'au 31 août 1991 inclus d'un traitement d'attente qui, à tout moment, est égal au traitement qu'ils auraient perçu s'ils étaient restés en activité de service.

Pendant cette période, ils conservent leurs titres à une nomination à une fonction de sélection et à une nomination à une fonction de promotion.

Les services effectifs prestés durant cette période sont assimilés en tous points à des services effectifs au sens de l'arrêté royal du 27 juillet 1979, précité.

**Art. 29.** Par dérogation à l'article 96, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 27 juillet 1979 précité, les emplois actuellement vacants à conférer dans les fonctions de recrutement sont portés, par le Ministre, à la connaissance des membres du personnel technique qui ont été mis en disponibilité par défaut d'emploi dans les centres de la Communauté française et des membres du personnel technique nommés à titre définitif dans les mêmes centres, au moyen d'un avis inséré au *Moniteur belge* dans le courant du mois qui suit le mois de la publication du présent arrêté au *Moniteur belge*.

**Art. 30.** Le Ministre de l'Education est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 30 avril 1993.

Par l'Exécutif de la Communauté française:

Le Ministre de l'Education,

E. DI RUPO

## VERTALING

## MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN FORMING

[S-C — 29265]

N. 93 — 1396

**30 APRIL 1993. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het koninklijk besluit van 27 juli 1979 tot vaststelling van het statuut van de leden van het technisch personeel van de rijks-psycho-medisch-sociale centra, van de gespecialiseerde rijks-psycho-medisch-sociale centra, van de rijksvormingscentra en van de inspectiediensten belast met het toezicht op de psycho-medisch-sociale centra, de diensten voor studie- en beroepsoriëntering en de gespecialiseerde psycho-medisch-sociale centra**

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 1 april 1960 betreffende de psycho-medisch-sociale centra, inzonderheid op artikel 7 ingevoegd bij koninklijk besluit nr. 467 d.d. 1 oktober 1960;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 juli 1979 tot vaststelling van het statuut van de leden van het technisch personeel van de rijks-psycho-medisch-sociale centra, van de gespecialiseerde rijks-psycho-medisch-sociale centra, van de rijksvormingscentra en van de inspectiediensten belast met het toezicht op de psycho-medisch-sociale centra, de diensten voor studie- en beroepsoriëntering en de gespecialiseerde psycho-medisch-sociale centra, de diensten voor studie- en beroepsoriëntering en de gespecialiseerde psycho-medisch-sociale centra, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 30 oktober 1981, nr. 73 d.d. 20 juli 1982, nr. 228 d.d. 7 december 1983, van 29 augustus en 21 oktober 1985 en bij besluit van de Executieve d.d. 7 november 1991;

Gelet op het akkoord van de Minister-Voorzitter van de Executieve, belast met de begroting, dd. 26 februari 1993;

Gelet op het protocol van sectorcomité IX d.d. 17 februari 1993;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Wijzigingsbepalingen*

**Artikel 1.** Het opschrift van het koninklijk besluit van 27 juli 1979 tot vaststelling van het statuut van de leden van het technisch personeel van de rijks-psycho-medisch-sociale centra, van de gespecialiseerde rijks-psycho-medisch-sociale centra, van de rijksvormingscentra en van de inspectiediensten belast met het toezicht op de psycho-medisch-sociale centra, de diensten voor studie- en beroepsoriëntering en de gespecialiseerde psycho-medisch-sociale centra, zoals gewijzigd, wordt vervangen als volgt :

« Koninklijk besluit van 27 juli 1979 tot vaststelling van het statuut van de leden van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap, van de psycho-medisch-sociale centra voor het buitengewoon onderwijs, van het vormingscentrum van de Franse Gemeenschap, alsook van de inspectiediensten belast met het toezicht op de psycho-medisch-sociale centra en de gespecialiseerde psycho-medisch-sociale centra voor het buitengewoon onderwijs ».

**Art. 2.** In artikel 1, § 1 van voormeld besluit vervallen de woorden « en de diensten voor studie- en beroepsoriëntering ».

**Art. 3.** In artikel 2, 3.a van voormeld besluit, waarvan de tekst § 1 wordt, vervangen de woorden « voor het, buitengewoon onderwijs » de term « gespecialiseerd ».

Er wordt een § 2 toegevoegd, luidend als volgt :

« § 2 De tijdelijke, stagedoende of vastbenoemde leden van het technisch personeel, behalve zij die in de inspectiedienst van de Gemeenschap een bevorderingsambt uitoefenen, worden door de Minister aangesteld in een centrum van de Franse Gemeenschap. »

**Art. 4.** Artikel 20, § 4, 3 wordt vervangen als volgt :

« 3. De werkelijke diensten verstrekt in een ambt met onvolledige prestaties, met ten minste de helft van de voor een volledig ambt vereiste prestaties, komen in aanmerking zoals de diensten verstrekt in een ambt met volledige prestaties.

Het aantal dagen prestaties verstrekt in een ambt met minder dan de helft van de voor een volledig ambt vereiste prestaties wordt met de helft verminderd. »

**Art. 5.** Artikel 21, 1ste lid wordt door volgend lid vervangen :

« De leden van het technisch personeel worden tijdelijk aangesteld door de Minister en door hem in een centrum van de Franse Gemeenschap aangesteld.

Een aanstelling in een wervingsambt eindigt uiterlijk de 31e augustus na de aanstelling

**Art. 6.** Artikel 30 van voormeld besluit wordt vervangen als volgt :

« 3. Voor de ambten met onvolledige prestaties wordt het aantal dagen berekend overeenkomstig artikel 20, § 4,3. »

**Art. 7.** Artikel 67 van voormeld besluit wordt vervangen als volgt :

« De vacature van de te begeven selectieambten wordt de technische personeelsleden ter kennis gebracht door een oproep in het *Belgisch Staatsblad*, waarin de voorwaarden worden gepreciseerd, waaraan de kandidaten moeten voldoen. »

**Art. 8.** Artikel 73, 5, van voormeld besluit wordt vervangen als volgt :

« 5. wordt het aantal dagen voor de ambten met onvolledige prestaties berekend overeenkomstig artikel 20, § 4, 3. »

**Art. 9.** In artikel 87 worden § 1.5 en § 2.5 vervangen als volgt :

« 5. wordt het aantal dagen voor de ambten met onvolledige prestaties berekend overeenkomstig artikel 20, § 4, 3. »

**Art. 10.** In het opschrift van afdeling 2 van hoofdstuk VIII en in artikel 85 van voormeld besluit vervalt « gespecialiseerd » en worden de woorden « voor het buitengewoon onderwijs » ingevoegd.

**Art. 11.** Het opschrift van hoofdstuk IX van voormeld besluit wordt vervangen door :

« Modaliteiten inzake de reffectatie en het weder in actieve dienst roepen van technische personeelsleden van de centra van de Franse Gemeenschap die wegens ontstentenis van betrekking ter beschikking werden gesteld en inzake de mutaties van vastbenoemde technische personeelsleden. »

**Art. 12.** In voormeld hoofdstuk IX worden de afdelingen 1, 2 en 3 respectievelijk de afdelingen 2, 3 en 4.

**Art. 13.** In voormeld hoofdstuk IX worden een afdeling 1 en een artikel 95bis ingevoegd, luidend als volgt :

« *Afdeling I. — Bepalingen*

**Art. 95bis.** Voor de toepassing van dit besluit verstaat men onder :

1° reffectatie : de toekenning, aan een technisch personeelslid dat ter beschikking gesteld is wegens ontstentenis van betrekking, van een vacante betrekking in het ambt waarin het benoemd is;

2° terug in actieve dienst roepen : de tijdelijke toekenning, aan een technisch personeelslid dat ter beschikking gesteld is wegens ontstentenis van betrekking, van een betrekking in het ambt waarin het benoemd is. »

**Art. 14.** Artikel 96 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

in het 2°, het 3° en het 4e lid worden de woorden : « weder in actieve dienst roepen » vervangen door « reffectatie ».

2° in het 4e lid worden de woorden « die respectievelijk weder in actieve dienst wensen geroepen te worden » vervangen door « die een reffectatie-wensen ».

**Art. 15.** Artikel 101 van voormeld besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 101. Voor elk van de te begeven betrekkingen worden de technische personeelsleden, die regelmatig een aanvraag tot reffectatie of tot mutatie hebben ingediend en de vereiste voorwaarden vervullen, gerangschikt naar de door hen in de centra van de Franse Gemeenschap op 1 september van het lopende dienstjaar verworven dienstanciënniteit. Bij gelijke dienstanciënniteit wordt voorrang verleend aan het technisch personeelslid dat op die datum de grootste ambtsanciënniteit in de centra van de Franse Gemeenschap telt.

Bij gelijke ambtsanciënniteit wordt voorrang verleend aan het oudste personeelslid. »

**Art. 16. § 1.** Artikel 102, § 1, 3 van voormeld besluit wordt vervangen als volgt :

a) worden de afwezigheden als tijdelijk technisch personeelslid, zoals bepaald in artikel 170 van dit besluit, eveneens in aanmerking genomen als ze in de ononderbroken periodes van dienstactiviteit vallen;

b) worden de periodes van terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking of wegens ziekte ook in aanmerking genomen. »

§ 2. Artikel 102, § 1, 5 van voormeld besluit wordt vervangen als volgt :

« 5. komen de werkelijke diensten in een ambt met onvolledige prestaties, met ten minste de helft van de voor een voltijds ambt vereiste prestaties, in aanmerking zoals de diensten in een ambt met volledige prestaties, en wordt het aantal dagen in een ambt met onvolledige prestaties, met minder dan de helft van de voor een voltijds ambt vereiste prestaties, met de helft verminderd. »

**Art. 17.** In de artikelen 103, 104, lid 2, 108, lid 1, 110, 111, lid 2, 115, lid 1, 117, lid 1 en 118, § 2 en § 3 van hetzelfde besluit worden de woorden « weder in actieve dienst roepen » door het woord « reffectatie » vervangen.

In artikel 118, § 1 worden de woorden « nog niet in actieve dienst werden geroepen » door de woorden « nog niet werden gereffecteerd » vervangen.

**Art. 18.** In hoofdstuk IX van hetzelfde besluit wordt het opschrift van afdeling 4, die nu afdeling 5 wordt, als volgt gewijzigd :

« Afdeling 5, Gemeenschappelijke modaliteiten houdende regeling, voor de wervings-, selectie- en bevorderingsambten, van de reffectatie van de wegens ontstentenis van betrekking ter beschikking gestelde leden van het technisch personeel. »

**Art. 19.** Artikel 122 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Voor elk van de te begeven betrekkingen worden de technische personeelsleden die regelmatig een aanvraag tot reffectatie hebben ingediend en de vereiste voorwaarden vervullen, gerangschikt naar de door hen in de centra van de Franse Gemeenschap op 1 september van het lopende jaar verworven anciënniteit voor de wervingsambten en volgens de ambtsanciënniteit voor de selectie- en bevorderingsambten.

Voor de wervingsambten wordt, bij gelijke dienstanciënniteit, voorrang verleend aan het lid van het technisch personeel dat de grootste dienstanciënniteit telt.

Voor de selectie- en bevorderingsambten wordt bij gelijke ambtsanciënniteit, voorrang verleend aan het lid van het technisch personeel dat de grootste dienstanciënniteit telt.

Bij gelijke dienst- en ambtsanciënniteit wordt voorrang verleend aan het oudste personeelslid. »

**Art. 20.** In artikel 123 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in lid 1 worden de woorden « bij weder in actieve dienst roepen » door de woorden « bij reffectatie » vervangen.

2° in lid 2 en in lid 3 worden de woorden « het weder in actieve dienst roepen » door « de reffectatie » vervangen.

**Art. 21.** Artikel 125 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 125. § 1. De ter beschikking gestelde technisch personeelsleden die na toepassing van artikel 123 zonder betrekking blijven, worden in de mate van het mogelijke, door de Minister gereffecteerd ofwel voorlopig terug in actieve dienst geroepen.

Tot reffectatie mag echter door de Minister pas na advies van de reffectatiecommissie worden besloten.

§ 2. Elk wegens ontstentenis van betrekking ter beschikking gesteld personeelslid mag op zijn verzoek wegens persoonlijke aangelegenheden ter beschikking worden gesteld.

§ 3. De duur van de ter beschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, die als basis dient voor de berekening van de in artikel 184 vastgestelde wachtwedde, wordt opgeschort gedurende de periodes van voorlopige terugroeping in actieve dienst.

§ 4. Het wegens ontstentenis van betrekking ter beschikking gesteld technisch personeelslid mag op schriftelijk verzoek definitief worden vrijgesteld van reffectatie en voorlopige terugvoering in actieve dienst indien hij de leeftijd van 58 jaar heeft bereikt en aanspraak kan maken op een pensioen binnen een termijn van twee jaar.

Het technisch personeelslid dat een vrijstelling heeft verkregen blijft in terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking. Hij geniet een wachtwedde slechts tot het einde van de maand tijdens welke hij de leeftijd van zestig jaar bereikt. »

**Art. 22.** Artikel 126 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 126. Een reffectatiecommissie wordt bij het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming opgericht.

Deze Commissie bestaat uit :

1° een voorzitter, gekozen onder de ambtenaren van rang 15 ten minste bij het Ministerie;

2° twee leden gekozen onder de ambtenaren van niveau 1 van het Ministerie, bevoegd op het gebied van het personeelsbeheer in de PMS-centra van de Gemeenschap;

3° één lid aangesteld door elk van de vakbonden die in sectorcomité IX vertegenwoordigd zijn;

4° een afgevaardigde van de Minister tot wiens bevoegdheid het personeelsbeheer van de PMS-centra van de Gemeenschap behoort.

Voor elk werkend lid wordt een plaatsvervanger aangesteld.

De Commissie wordt bijgestaan door een secretaris gekozen onder de ambtenaren van niveau 1 bij het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming ».

Art. 23. Artikel 127 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 127. De Minister belast met het personeelsbeheer van de PMS-centra van de Franse Gemeenschap benoemt de voorzitter, de leden-ambtenaren en zijn afgevaardigde.

Hij benoemt eveneens, op voordracht van de vakbonden, de leden die deze organisaties vertegenwoordigen.

Met uitzondering van de afgevaardigde van de Minister, wiens mandaat een einde neemt door de aanstelling van zijn opvolger, wordt het mandaat van de voorzitter en de leden van de Commissie vastgesteld op vier jaar, eventueel hernieuwbaar.

De secretaris wordt door de Minister op voordracht van de voorzitter aangesteld.

De Commissie kan door technici, die niet stemgerechtigd zijn, bijgestaan worden. Ze stelt haar huishoudelijk reglement vast ».

Art. 24. Artikel 178 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 178. Het ter beschikking gesteld technisch personeelslid dat een wachtgeld geniet, is verplicht zich elk jaar bij de medisch-sociale gezondheidsdienst aan te melden wanneer hij opgeroepen wordt.

Meldt het technisch personeelslid dat behoorlijk werd opgeroepen, zich niet aan bij bedoelde dienst, dan wordt de uitkering van zijn wachtgeld van dat tijdstip af tot het ogenblik waarop hij zich aanmeldt opgeschort. »

Art. 25. Artikel 183 van hetzelfde besluit wordt als volgt gewijzigd :

1° in § 1 worden tussen de woorden « de betrekking die zij bekleden » en « afgeschaft wordt » de volgende woorden ingevoegd : « in het centrum van de Franse Gemeenschap waar zij worden aangesteld ;

2° aan het einde van dezelfde § 1 wordt de volgende zin ingevoegd : « de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking heeft uitwerking op 1 september »;

3° in § 2 worden de woorden « in actieve dienst worden geroepen » vervangen door de woorden « gereffecteerd worden ».

4° § 3 wordt door de volgende bepaling vervangen : « § 3. Zij kunnen voorlopig in een vacante betrekking door de Minister in actieve dienst teruggeroepen worden ».

Art. 26. In hoofdstuk XI, afdeling 4, onderafdeling 2 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij koninklijk besluit nr. 73 d.d. 20 juli 1982, bij de koninklijke besluiten d.d. 29 augustus 1985 en 21 oktober 1985, alsmede bij besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 7 november 1991, worden een artikel 183bis en een artikel 183ter ingevoegd, die als volgt luiden :

« Art. 183bis. Een vastbenoemd of stagedoend technisch personeelslid, titularis van een wervingsambt in een centrum van de Franse Gemeenschap, wordt pas wegens ontstentenis van betrekking, beschikking gesteld nadat een einde werd gemaakt aan de diensten van de personeelsleden die hetzelfde ambt tijdelijk uitoefenen in een vacante betrekking van bedoeld centrum.

Art. 183ter. § 1 Wanneer een bovenvermeld personeelslid wegens ontstentenis van betrekking ter beschikking moet worden gesteld en de in artikel 183bis vastgestelde voorwaarde vervuld is, wordt eerst het stagedoende personeelslid ter beschikking gesteld dat het betrokken ambt in bedoeld centrum bekleedt.

Indien verschillende stagiairs dit ambt bekleden, wordt wegens ontstentenis van betrekking de stagiair die de kleinste dienstanciënniteit telt ter beschikking gesteld.

Bij gelijke dienstanciënniteit wordt eerst de stagiair die de kleinste ambtsanciënniteit telt ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking.

Bij gelijke dienst- en ambtsanciënniteit wordt eerst de jongste stagiair wegens ontstentenis van betrekking ter beschikking gesteld.

§ 2. Wanneer onder de in § 1 en in artikel 183bis vastgestelde voorwaarden een vastbenoemd personeelslid wegens ontstentenis van betrekking ter beschikking moet worden gesteld, wordt het personeelslid dat de kleinste dienstanciënniteit telt, wegens ontstentenis van betrekking ter beschikking gesteld.

Bij gelijke dienst- en ambtsanciënniteit wordt het jongste vastbenoemde personeelslid eerst ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking.

§ 3. Wanneer een personeelslid, vast benoemd in een selectie- of in een bevorderingsambt, ter beschikking moet worden gesteld, wordt het personeelslid dat de kleinste dienstanciënniteit telt, wegens ontstentenis van betrekking ter beschikking gesteld.

Bij gelijke dienstanciënniteit wordt het technisch personeelslid dat de kleinste ambtsanciënniteit telt, ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking.

Bij gelijke dienst- en ambtsanciënniteit wordt het jongste personeelslid ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking.

§ 4. De bepalingen van artikel 102 zijn van toepassing voor de berekening van de in de §§ 1, 2 en 3 bedoelde dienst- en ambtsanciënniteit.

De anciënniteit wordt bepaald op 1 september van het jaar dat voorafgaat aan het jaar tijdens welk de terbeschikkingstelling plaatsheeft. »

## HOOFDSTUK II. — Overgangs- en slotbepalingen

Art. 27. § 1. De op de datum van inwerkingtreding van dit besluit wegens ontstentenis van betrekking ter beschikking gestelde technische personeelsleden worden geacht bij het centrum van de Franse Gemeenschap waar zij titularis waren van een betrekking op de 31e augustus vóór hun terbeschikkingstelling, aangesteld geweest te zijn.

§ 2. De fungerende personeelsleden, die op de datum van inwerkingtreding van dit besluit titularis zijn van een betrekking in een centrum van de Franse Gemeenschap, worden geacht in dit centrum aangesteld te zijn.

Art. 28. In afwijking van artikel 184 van het koninklijk besluit d.d. 17 juli 1979 tot vaststelling van het statuut van de leden van het technisch personeel van de rijks-psycho-medisch-sociale centra, van de gespecialiseerde rijks-psycho-medisch-sociale centra, van de rijksvormingscentra en van de inspectiediensten belast met het

toezicht op de psycho-medisch-sociale centra, de diensten voor studie- en beroepsoriëntering en de gespecialiseerde psycho-medisch-sociale centra, genieten de technische personeelsleden van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap, van de vormingscentra van de Franse Gemeenschap en van de psycho-medisch-sociale centra voor buitengewoon onderwijs, die wegens ontstentenis van betrekking ter beschikking worden gesteld bij toepassing van de bepalingen van het koninklijk besluit nr. 467 d.d. 1 oktober 1986, tot en met 31 augustus 1991 een wachtgeld dat op elk ogenblik gelijk is aan de wedde die zij zouden hebben ontvangen indien zij in actieve dienst waren gebleven.

Tijdens die periode behouden zij hun recht op een benoeming tot een selectieambt en op een benoeming tot een bevorderingsambt.

De tijdens die periode werkelijk bewezen diensten zijn in elk opzicht gelijkgesteld met de werkelijke diensten bedoeld in voormeld koninklijk besluit d.d. 27 juli 1979.

**Art. 29.** In afwijking van artikel 96, lid 1 van voormeld koninklijk besluit dd. 27 juli 1979 worden de thans te begeven openstaande betrekkingen in de wervingsambten, door de Minister ter kennis gebracht van de technische personeelsleden die wegens ontstentenis van betrekking werden gesteld en van de in dezelfde centra vastbenoemde technische personeelsleden, door middel van een bericht, opgenomen in het *Belgisch Staatsblad* in de loop van de maand die volgt op de maand van de bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 30.** De Minister van Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.  
Brussel, 30 april 1993.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap,  
De Minister van Onderwijs,  
E. DI RUPO

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

### MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 93 — 1397

[C — 27237]

#### 6 MAI 1993. — Décret modifiant le décret du 9 mai 1985 concernant la valorisation des terrils (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1er.** L'article 1er du décret est remplacé par la disposition suivante :

« Article 1er. Au sens du présent décret, il faut entendre par :

1° « terril » : tout dépôt, temporaire ou permanent — à l'exclusion de l'assiette du terrain — de substances minérales résultant de l'activité des mines de houille;

2° « administration » : la Direction générale ou le service extérieur concerné du Ministère de la Région wallonne désignés par l'Exécutif;

3° « fonctionnaire délégué » : le fonctionnaire délégué visé à l'article 42, § 1er, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine. »

**Art. 2.** L'article 4 du décret est remplacé par la disposition suivante :

« Article 4. § 1er. Les terrils ne peuvent être exploités qu'en vertu d'un permis de valorisation délivré par le collège des bourgmestre et échevins sur avis de l'Administration et sur avis du fonctionnaire délégué.

Préalablement à ces avis, le collège des bourgmestre et échevins organise une enquête publique.

§ 2. Le permis de valorisation d'un terril s'étendant sur le territoire de plusieurs communes est octroyé par la députation permanente, sur avis des collèges des bourgmestre et échevins. »

§ 3. Un recours à l'Exécutif est ouvert au demandeur, à l'Administration et au fonctionnaire délégué.

Un recours est également ouvert au collège des bourgmestre et échevins lorsque le permis de valorisation est octroyé par la députation permanente.

Le recours n'est pas suspensif de la décision attaquée sauf s'il émane de l'Administration ou du fonctionnaire délégué, ou du collège des bourgmestre et échevins lorsque le permis de valorisation est octroyé par la députation permanente.

§ 4. Le permis de valorisation peut être modifié, suspendu ou retiré par l'autorité qui l'a octroyé, suivant la procédure et les modalités déterminées par l'Exécutif.

Le recours prévu au § 3 est ouvert contre les décisions de modification, de suspension ou de retrait.

§ 5. L'Exécutif détermine la procédure, les modalités et les délais relatifs à l'application du présent article.

§ 6. Les prélèvements de matières effectués sur un terril en vue d'essai notamment de lavage ou de criblage, et pour autant que ces prélèvements n'excèdent pas mille tonnes, sont autorisés par le collège des bourgmestre et échevins, l'Administration et le fonctionnaire délégué étant informés. »

**Art. 3.** L'article 5 du décret est remplacé par la disposition suivante :

« Article 5. Le permis de valorisation détermine notamment :

1° les dispositions relatives à la salubrité et à la sécurité du voisinage;

2° les dispositions de nature à sauvegarder l'environnement;

3° les mesures à prévoir en vue du réaménagement du site après exploitation, en ce compris la fixation du montant et des modalités de cautionnement à constituer par l'exploitant, qui doivent être suffisants pour garantir un réaménagement du site dans tous les cas, y compris la faillite;

4° les dispositions sur les itinéraires à suivre. »

(1) Session 1992-1993.

Documents du Conseil. — 10 (SE 1992) nos 1 à 9.

Compte rendu intégral. — Séance publique du 17 mars 1993. Discussion.

Compte rendu intégral. — Séance publique du 28 avril 1993. Discussion. Vote.